



FRANCE

Les acteurs de l'immobilier de plus en plus fébriles

LOGEMENT

A la peine, le secteur attendait des mesures rapides pour l'aider à reprendre son souffle.

La dissolution de l'Assemblée et ses conséquences risquent au contraire de lui faire perdre un temps précieux.

Elsa Dicharry

Quelque 40.000 emplois perdus dans le bâtiment en un an, 10.000 chez les constructeurs de maisons, 3.500 chez les promoteurs... Les acteurs de l'immobilier ont égrené, mardi, les difficultés de la filière, à l'occasion des Assises du logement, à la Cité universitaire, à Paris. Tout en rappelant la difficulté grandissante, pour un certain nombre de Français, à trouver un toit.

L'inquiétude était déjà grande avant la dissolution de l'Assemblée nationale, à l'issue des élections européennes. Un sondage MOV [E] réalisé en avril-mai dévoilé mardi indique que 52 % des professionnels du secteur étaient alors pessimistes quant à l'avenir, 25 % préférant ne pas se prononcer compte tenu du climat incertain.

« Une énorme vague »

La crise politique est venue renforcer très fortement cette incertitude. Olivier Salleron, le président de la Fédération française du bâtiment (FFB), évoque sa « sidération ». « J'ai

déjà connu six ministres du Logement en quatre ans et demi et ce n'est pas fini », regrette-t-il. « Cette dissolution, c'est une énorme vague qui emporte tout », commente de son côté Didier Bellier-Ganière, le délégué général de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI).

De fait, quelle que soit l'issue des législatives, les acteurs de l'immobilier craignent des mois d'inaction dans un moment déjà critique. A ce titre, les mea culpa présentés par Emmanuel Macron puis par le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, sur le logement les feraient plutôt grincer des dents.

« Cela fait deux ans et demi que nous les alertons », rappelle Olivier Salleron, qui ajoute que « le 9 juin, la bombe sociale a explosé à la tête du gouvernement ». « Faut-il y voir un réalisme ou un opportunisme ? » interroge pour sa part Loïc Cantin, le président de la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM), qui représente les agents immobiliers et administrateurs de biens. « Cette instabilité politique nous fait perdre du temps, alors que nous continuons à nous enfoncer et que nous avons besoin d'une réaction ultrarapide », embraye Grégory Monod, le président de Pôle Habitat FFB – pour les constructeurs de maisons.

Le frémissement de l'activité observé ces dernières semaines dans l'immobilier « a été cassé », regrette Yannick Borde, le président du réseau Procvivis. « Il y a eu une petite lueur et là, c'est de nouveau le brouillard », confirme Laure-Anne Geoffroy-Duprez, présidente de

l'Union des architectes (Unsfà).

Le mouvement HLM, « cible d'attaques »

S'agissant des mesures déjà avancées par les différents partis sur le logement, les représentants de fédérations présents à ces Assises du logement, – qui rappellent que celles-ci sont apolitiques – se gardent de tout commentaire. « Le 8 juillet, on va se réveiller avec la gueule de bois. Il y a de fortes chances qu'il n'y ait pas de majorité dans ce pays pour enclencher une mutation », déclare simplement le président de la FNAIM.

Seule Emmanuelle Cosse, la présidente de l'Union sociale pour l'habitat (USH), qui fédère les bailleurs sociaux, souligne que tous les programmes ne peuvent être mis sur le même plan. « Je vois un parti politique qui sort des mesures hors du droit. Le mouvement HLM est la cible d'attaques extrêmement fortes », alerte l'ancienne ministre écologiste du Logement.

De fait, le Rassemblement national veut remettre en question la loi SRU, qui impose à quelque 1.100 communes de disposer de 20 % ou 25 % de logements sociaux sur leur territoire. Il souhaite aussi imposer la préférence nationale dans l'attribution des HLM. « Tout projet de discrimination dans l'accès au logement constituerait une atteinte fondamentale aux principes qui guident notre action », ont déjà indiqué les membres de l'USH dans une résolution adoptée le 19 juin. ■



Selon sondage réalisé en avril-mai, 52 % des professionnels du secteur étaient pessimistes quant à l'avenir, 25 % préférant ne pas se prononcer dans ce climat incertain. Photo Francois Henry/REA